

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 5, Partie II, Espace de liberté, de sécurité et de justice

Déposée par Messieurs : Ernâni Lopes et Manuel Lobo Antunes

Qualité : - Membre et suppléant -

Article 5 : [Coopération opérationnelle]

Afin d'assurer à l'intérieur de l'Union la promotion et le renforcement de la coopération opérationnelle **à caractère général** en matière sécurité intérieure, un comité permanent **sera** ~~peut-être~~ institué au sein du Conseil. Sans préjudice de l'article [207 TCE], il assure la coordination de l'action des autorités compétentes des Etats membres, y compris des autorités de police, **de frontières**, de douane et de la protection civile.

Explication : La référence à la coopération de nature générale vise clarifier que nous ne parlons pas de coopération opérationnelle relative à des données à caractère concret ni de recherche criminelle, mais de déterminer que le Conseil sera compétent en matière de prévention de situations de catastrophe majeure, d'attentats, d'événements ou de manifestations de dimension européennes. D'autre côté, nous soutenons une vision plus ample du concept de sécurité intérieure que, selon une logique de suppression des piliers et de concentration des matières du domaine d'un espace de

liberté, de sécurité et de justice, devra aussi inclure la sécurité des frontières et, par conséquent, les polices de frontières.